



Décision individuelle N° 2021-146

Pétitionnaire : EDF - Pôle Energies renouvelables

Adresse : 21 avenue Simone Veil 06200 NICE

Nature de la demande : travaux en cœur de Parc national (nécessaires à une activité autorisée)

Intitulé du projet : Création d'un passage busé complémentaire - Reconstruction d'une piste temporaire et dégagement de la prise d'eau hydroélectrique aval

Localisation : vallon de Mollières, commune de Saint-Sauveur-sur-Tinée

La Directrice de l'Établissement public du parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-4-1, L.331-26, R.331-18, R.331-64 et R.331-67,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 7, 14 et 15,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 2, 4, 5, 6, 13, 14, 18, 27 et 30 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 22 avril 2021,

Vu la décision n°2021-90 datée du 23 avril 2021, autorisant EDF - Pôle Energies renouvelables à procéder à des travaux de reconstruction d'une piste temporaire et de dégagement de la prise d'eau hydroélectrique aval,

Vu la décision n°2021-98 datée du 10 mai 2021, autorisant EDF à procéder à une modification de mode opératoire sur la zone « 2 amont pont »,

Vu l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de la directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande de formulée en date du 11 mai 2021 par Monsieur LUC, chef de mission au sein du bureau d'études Ing'Europ, sous-traitant d'EDF,

Considérant que cette demande porte sur l'aménagement d'un passage busé complémentaire à celui déjà autorisé et installé pour permettre le franchissement du torrent de Mollières en zone « 2 aval pont »,

Considérant que ce passage busé complémentaire est nécessaire au rétablissement de la continuité de la piste provisoire, les hautes eaux printanières ayant créé un chenal secondaire d'écoulement au travers de cette dernière,

Considérant que le dimensionnement de ce nouvel ouvrage, ajouté à celui déjà installé, permettra d'entonner des volumes équivalents à ceux d'une crue biennale, tout en conservant des conditions de franchissabilité piscicole acceptables,

Considérant les avis de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer – Pôle Eau et de l'Office Français de la Biodiversité en date du 25 mai 2021,

Considérant la nécessité d'encadrer les modalités d'installation de cet ouvrage pour garantir sa compatibilité avec les objectifs de préservation de la continuité piscicole, d'espace de mobilité du cours d'eau et de protection des patrimoines du cœur,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

EDF – Pôle Energies Renouvelables, représenté par Monsieur BEC Nicolas, directeur adjoint du GEH Azur-Ecrins, est autorisé à réaliser des travaux complémentaires à ceux autorisés par les décisions n°2021-90 et 2021-98 sus-visées, dans le cœur du parc national au niveau du vallon de Mollières, sur la commune de Saint-Sauveur-sur-Tinée.

Ces travaux consistent :

- à installer un passage busé complémentaire en « zone 2 aval pont »
- à rétablir en conséquence la portion d'itinéraire de piste provisoire à l'aide de remblais

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1. Le passage busé sera constitué de 2 buses de diamètre 1000 mm, chacune d'une longueur de 7 m d'un seul tenant.

2.2. Tel que prévu à la demande, l'installation du passage busé devra faire l'objet d'un suivi des MES selon le protocole prévu pour les « phases sensibles » (fréquence des mesures : 1 mesure toutes les 30 minutes).

2.3. L'installation du passage busé devra être précédée d'une pêche de sauvegarde dans des conditions optimales de débit pour permettre la capture de l'ensemble des individus potentiellement présents avant assèchement complet du bras secondaire.

2.4. Les fonds des buses seront enfouis de 25 cm minimum dans le fond du bras secondaire, en adaptant leur pente au terrain naturel de sorte à conserver le profil en long d'origine.

2.5. Les remblais supplémentaires nécessaires au rétablissement de la plate-forme de la piste seront prélevés en zone 1, dans la limite des volumes autorisés par la décision n°2021-90 sus-visée.

2.6. La mise en place et l'agencement de blocs en amont du passage busé secondaire est autorisée au strict minimum, pour favoriser l'entonnement des hautes eaux dans cet ouvrage.

2.7. Les big-bags ayant servi à l'assèchement préalable du bras secondaire devront être retirés en fin de travaux.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée à compter de la date de signature de la présente et jusqu'au 15 juillet 2021, exclusivement sur les créneaux horaires diurnes.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur ni des droits des tiers.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

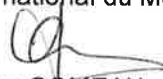
L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 26 mai 2021

La Directrice
du Parc national du Mercantour



Aline COMEAU

Copies :

- service territorial de la Tinée
- L.DESMAISONS, DDTM06
- R.BONVALLAT, OFB-SD06
- VALTINEE

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.